

PROGRAMME DE FOI...

En lisant le programme du parti socialiste, je me demandais comment feraient ses vingt-six mandataires, - s'ils étaient élus, - pour monter à l'Hôtel de Ville les quelques douzaines de postulats dont se compose le dit programme. Puis, en y réfléchissant, j'en suis resté à cette interrogation: «*Peut-être feront-ils plusieurs voyages?*», et, poursuivant cette idée, je me demandai illico quelles seraient les réformes qui pourraient être remises à des temps meilleurs et qui feraient l'objet de voyages subséquents, et je suis arrivé à cette conclusion:

Le *droit au travail* exigerait d'abord quelques explication de la part des rédacteurs du programme. Tous les vingt-six mandataires n'y ont pas collaboré sans doute; j'en connais quelques-uns parmi eux qui sont plutôt partisans du travail pour les autres; sûrement que, pour ceux-là, le droit au travail ne fera pas partie du premier voyage. Je ne saurais du reste les en blâmer, préférant de beaucoup, moi même, le droit à la paresse, revendiqué par Paul Lafargue.

Cela fait très bien dans un programme ouvrier, le droit au travail, mais cela n'explique rien ni n'indique de quelle façon pourrait être légalement mise en pratique l'affirmation d'un pareil droit. Dans la société, les entreprises privées détiennent le monopole du travail; il y a toujours une immense armée de travailleurs en réserve pour satisfaire les exigences de la production lorsqu'il est nécessaire; si les commandes diminuent, les travailleurs suppléants sont rendus au pavé; si une crise vient à sévir, les ateliers se ferment et c'est alors toute l'armée ouvrière qui chômera. Comment, encore une fois, le droit au travail trouvera-t-il *légalement* sa réalisation?

La reprise par l'État des services publics nous offre la possibilité de quelques fonctions nouvelles pour lesquelles les postulants ne manqueront pas. Premier voyage, évidemment.

La séparation de l'Église et de l'État serait chose faite s'il ne se trouvait pas tant de socialistes enchaînés encore aux traditions religieuses et qui, ainsi que M. Jaurès, livrent leurs enfants à l'enseignement de l'Église, quel qu'en soit le crédo.

Ah! vous n'attendez pas que je passe en revue tous les articles du programme? Ils sont trop!

La gratuité est demandée pour les soins médicaux et pharmaceutiques et, pour ceux qui seront morts malgré les ordonnances du médecin, l'inhumation gratuite; gratuité aussi à l'enseignement secondaire et universitaire. C'est très bien cela! Cela ne coûtera rien! mais qui paiera, s'il vous plaît? Car enfin tout se paie dans notre société où rien ne se fait sans argent, où le moindre fétu de paille exige de la paperasse et des frais pour être déplacé. Les impôts seront augmentés, sans doute, et, comme c'est toujours le travail qui crée la fortune et les rentes, c'est encore lui qui devra payer les frais de la gratuité. Le beau trompe-l'œil que voilà!

Enquête sur les logements, création de logements ouvriers et hygiéniques et à bon marché. C'est textuel. Il s'agit sans doute, dans l'esprit des remueurs de moellons qui ont trouvé ça, de ces affreuses bicoques, d'égaies grandeurs, suant l'humidité et l'ennui, véritables léproseries, comme les chaumières du *Foyer*, à Sécheron.

Allons, travailleurs, vos mandataires ne rêvent pas de supprimer les classes, ils veulent, au contraire, vous parquer comme un bétail quelconque dans ces box où vous serez les coudes au corps, sans trop d'air et sans trop de lumière, car l'espace est restreint, alors que des rues entières dans ce beau et sain quartier des *Tranchées*, où les maisons sont spacieuses, les chambres splendidement éclairées par de larges baies, demeurent inhabitées l'année durant.

Oui, le droit au travail, vous a-t-on promis, mais pas le droit à la vie, car vos mandataires ne vous savent capables d'autre chose que de vouloir travailler, travailler encore, travailler toujours, sans relâche, sans répit jusqu'au jour de l'inhumation gratuite. Le droit à la vie, c'est pour les riches, et vos mandataires se font bien humbles pour ne pas les troubler dans leur jouissance de la vie.

Il y a de tout dans ce beau programme pour enfants bien sages, de l'impôt progressif et des juges nommés par le peuple. Mensonge de l'impôt, qu'il soit progressif ou proportionnel, puisqu'il est toujours pris sur le travail ou sur la consommation, sans récupération possible de la part du travailleur. Des juges nommés par le peuple, pour le condamner, sans doute, pour toutes les infractions au droit de propriété, reconnu et sauvegardé par les prolétaires, sacrés juges par leurs pairs. Beau spectacle, vraiment, et combien moral!

Extension de compétences de toutes sortes et immixtion du fonctionnarisme dans tous les domaines. Et vive la liberté! car c'est encore les petits qui en paieront les frais et devront se préparer à ouvrir leurs portes à une nuée de bureaucrates frais émoulus.

Combien d'autres choses encore où la vigilance des mandataires futurs a trouvé matière à lois nouvelles, à réglementation plus sévère et à combinaisons variées.

Réglementation du jeu de bourse pour faire plaisir à M. Favon et à son compère Duret des petits chevaux et contrebalancer certaine campagne dont la poudre est bien éventée à l'heure actuelle.

Il y a de tout, mais il y a surtout des places nombreuses à créer, des fonctionnaires à former, inspecteurs de toutes sortes que les intéressés seront appelés à nommer. Sans vouloir calomnier le moins du monde les vingt-six mandataires futurs du parti socialiste, voulez vous me permettre de croire que toutes les lois qui visent la création de nouveaux postes et qui permettront à quelques fonctionnaires nouvellement nés de passer à la caisse feront l'objet du premier voyage. Vous ne voudriez pas qu'il en fût autrement, je pense; et la conquête des pouvoirs publics, alors? S'ils agissaient autrement, les mandataires du parti socialiste, vous seriez les premiers à les accuser de mettre leur drapeau en poche.

Le programme est long, mais rien dans tous ses articles qui soit vraiment socialiste. Nulle mention d'une transformation de la propriété; cela effaroucherait les prolétaires! Rien qui ne puisse être accepté par un radical modéré, d'autant plus qu'il faut toujours faire la part du temps et que notre époque est féconde en promesses politiques. Rien qui puisse nous éclairer sur la conduite des socialistes en présence de certaines éventualités économiques. Rien que de la politique.

Cependant, la situation est particulièrement sombre, dangereuse même; une crise industrielle sévit depuis de longs mois dans certaines parties du pays; rien ne prouve que cet état précaire ne puisse se généraliser. Demain, les travailleurs peuvent se trouver sur le pavé, sans ressources, avec tous les respects et tous les préjugés que les soi-disant éducateurs auront entretenus avec soin pour ne pas déplaire aux bourgeois, leurs alliés. Quelle comédie nouvelle joueront-ils alors, les élus du peuple travailleur? La faveur de leur programme nous renseigne sur leur conception du mouvement. Nous reverrions aux jours malheureux, - que nous n'appelons pas de nos vœux, car ils sont trop gros de souffrances et de désillusions, - les mandataires ouvriers s'incliner devant la loi et recommander à leurs mandants d'en faire autant en attendant mieux. Lorsqu'on jette dans les cerveaux la croyance à un acheminement vers le bien-être par d'enfantines réformes on ne saurait s'attendre à trouver des hommes aux jours de lutte.

A une situation qui pourrait devenir économiquement révolutionnaire et dont les nécessités d'action ne pourraient être dirigées ailleurs que contre la propriété, les masses ouvrières sont préparées à recueillir les fruits d'une prudente agitation politique. Quel bel avenir ces chercheurs de places nous préparent!

Georges HERZIG.
